

Manifeste Présidentiel

1. Réactiver la puissance nucléaire française : la clé de notre stabilité

La France dispose de **56 réacteurs nucléaires**, construits entre 1970 et 1990. Certains sont aujourd’hui à l’arrêt pour maintenance, corrosion ou raisons politiques.

Pourtant, ces réacteurs sont **entièlement amortis** et produisent **l’électricité la plus compétitive d’Europe**, à un coût marginal d’environ **45 à 50 €/MWh**. C’est la ressource la plus stable, la plus propre et la plus prévisible du continent.

La priorité absolue est claire : **réactiver, moderniser, innover**.

Redémarrer tout le parc, investir dans les réacteurs de nouvelle génération, et

lancer la France dans la production massive d’hydrogène vert.

Le nucléaire n'est plus un débat — c'est la clé de notre stabilité.

Trois axes d'action : redémarrer, moderniser, innover

1. Redémarrage rapide et sécurisé

- **Plan industriel d'urgence** piloté par **EDF** et le **CEA**, pour remettre **100 % du parc en service d'ici 2027**.
- Mobilisation de **5 000 ingénieurs, soudeurs et experts** issus d'une filière relancée et valorisée.
- **Audits mensuels indépendants** réalisés sous supervision renforcée de l'**Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN)**
- **Réduction des délais administratifs** : autorisations de redémarrage traitées en **moins de 6 mois**.
- Objectif : **production supérieure à 450 TWh/an dès 2030**, soit le retour à la pleine puissance française.

2. Programme accéléré d'EPR2

- **Confirmation de 6 réacteurs EPR2**, avec un **objectif de 14 d'ici 2050**.
- **Premier couplage réseau en 2035**, puis un réacteur par an.
- **Relocalisation complète** de la chaîne industrielle : forge, chaudronnerie, électronique, ingénierie.

- **Financement étatique** : 100% État / EDF, grâce aux nouvelles recettes d'export d'électricité à 200€/MWh pour nos voisins européens.
- Simplification des appels d'offres et **conditionnalité "produit en France"** pour les sous-traitants.

3. Innover pour la 4^e génération et les SMR

- Investir **1 milliard d'euros sur 10 ans** dans la recherche sur les **surgénérateurs** (recyclage du plutonium) et les **réacteurs au thorium**.
 - Lancer **deux réacteurs modulaires (SMR) pilotes d'ici 2030**, dédiés à l'alimentation des territoires isolés et des data centers.
 - Valoriser les excédents nucléaires pour produire **500 000 tonnes d'hydrogène vert par an dès 2035**.
 - Accompagner ces innovations d'une **campagne nationale de transparence** : information citoyenne, visites de centrales, communication sur la gestion des déchets.
 - Objectif : **faire du nucléaire une fierté nationale** et non plus une crainte.
-

Résultats attendus

- **2030** : Parc à **450 TWh/an, 200 TWh d'exportations** (\approx 30 milliards € de revenus), **baisse des factures de 50%** pour les ménages, les entreprises, les industries.
- **2035** : Premiers EPR2 opérationnels, **prix stabilisés** et **essor de l'hydrogène vert**.
- **2050** : La France devient le **hub énergétique européen, leader mondial du nucléaire propre**, avec **90 % de déchets recyclés**.

2. Énergie à prix maîtrisé : un droit pour tous les Français

L'énergie doit redevenir un **bien commun national**.

Aujourd'hui, une famille française consacre en moyenne **plus de 10 % de son budget** à l'électricité, contre 5 % dans les années 1990.

Cette explosion des coûts fragilise le pouvoir d'achat, mine la compétitivité et entame la confiance dans l'avenir.

Grâce à notre **parc nucléaire amorti**, produisant à environ **50 €/MWh**, la France dispose d'un atout unique : la capacité d'offrir à ses citoyens et à ses entreprises **une électricité stable, propre et bon marché**.

Nous devons transformer cet avantage en un **levier national de prospérité**, pour tous.

Trois axes : stabiliser, protéger, relocaliser

1. Stabiliser : un tarif régulé national et prévisible

- Création d'un **tarif régulé national garanti sur 30 ans**, indexé sur le coût réel du nucléaire français ($\approx 50 \text{ €/MWh}$).
- **Financement assuré par les excédents d'exportation nucléaire** (estimés à **30 milliards €/an dès 2030**).
- **Négociation avec l'Union européenne** pour obtenir une **exemption totale** du marché spot et bâtir un modèle plus équitable, sans sortir du cadre européen.
- Objectif : offrir à chaque foyer et à chaque entreprise **la visibilité que leurs voisins n'ont pas**.

2. Protéger : redonner de l'air aux ménages

- Réduction de moitié de la facture énergétique moyenne : **de 2 000 € à 1 000 € par an d'ici 2030**.
- Lancement d'un **chèque énergie renforcé** pour **2 millions de foyers modestes dès 2027**, financé par les recettes énergétiques nouvelles.
- Résultat : du pouvoir d'achat réinjecté directement dans l'économie réelle — **tourisme, artisanat, restauration, vie locale**.

3. Relocaliser : sécuriser nos industries et nos emplois

- **Attractivité assurée** pour les secteurs électro-intensifs : acier, aluminium, chimie, data centers, pharmaceutique.
Exemples : **ArcelorMittal, Sanofi, cinq nouveaux data centers d'ici 2030.**
 - **Objectif : 50 000 emplois industriels créés d'ici 2035** grâce à la compétitivité énergétique retrouvée.
 - **Couplage nucléaire–hydrogène vert** : produire **500 000 tonnes d'hydrogène par an dès 2035** pour décarboner la production industrielle.
 - **Tarifs préférentiels PME** dès 2027 pour soutenir la croissance locale et éviter une économie à deux vitesses.
-

Résultats attendus

- **2027–2030** : factures divisées par 2, recul massif de la précarité énergétique.
 - **2027–2035** : 50 000 emplois industriels créés, relocalisations d'usines emblématiques, investissements nouveaux sur le sol français.
 - **2035–2050** : la France devient **le pays d'Europe où l'énergie est la plus fiable, la plus abordable et la plus décarbonée**, moteur d'une industrie verte compétitive.
-

« Électricité abordable, industries prospères : la France retrouve sa force. »

3. Dette intelligente : investir pour enrichir la France

La France porte aujourd’hui une dette de **près de 3 000 milliards d’euros**. Trop souvent, cet argent sert à **financer le fonctionnement courant** : salaires, aides, dépenses administratives, toutes utiles mais **sans retour sur investissement**.

Résultat : une dette lourde, stérile, qui étouffe l’avenir.

Nous devons **changer de logique**.

La dette n’est pas en soi une faiblesse, **si elle finance des actifs productifs** : centrales nucléaires, barrages, infrastructures ferroviaires, écoles, hôpitaux, réseaux numériques...

Ce sont des investissements qui **rappor tent, durent et enrichissent les générations futures**.

Trois axes : investir, rentabiliser, libérer

1. Investir dans le nucléaire productif

- **Financer six EPR2 via un fonds dédié**, distinct du budget général de l’État.
- Chaque EPR représente **12 à 15 milliards d’euros d’investissement**, produit **13 TWh/an**, et génère environ **1 milliard d’euros de recettes par an** à un prix moyen de 80 €/MWh.
- **20 % de cette production exportée** à 150 €/MWh rapporte un supplément de 250 millions €/an.
- **Rentabilité complète en 10 à 12 ans, couverture des intérêts dès la 5^e année.**
- Chaque EPR permet d’éviter **10 millions de tonnes de CO₂ par an** : croissance, indépendance et écologie réunies.

Comparatif :

- Un EPR = 1 milliard €/an de recettes sur 60 ans.
- Une ferme éolienne équivalente = 200 millions €/an, intermittente et non stockable.

Le nucléaire, c’est la rentabilité **et** la fiabilité.

2. Stopper la dette stérile

- **Réduire de 20 milliards €/an** les emprunts dédiés aux dépenses de fonctionnement dès 2027.
- **Assainir la trajectoire budgétaire** sans austérité, simplement en cessant d'emprunter pour payer ce qui ne rapporte pas.
- **Transparence totale** : publication annuelle d'un **rapport public sur l'utilisation de la dette**, ses taux de rendement et ses effets sur les recettes de l'État.
- Création d'une **Haute Autorité de la Dette Productive**, chargée de garantir que chaque euro emprunté finance un actif tangible, mesurable et durable.

3. Financer l'avenir et libérer les générations futures

- Les recettes des six EPR2 (≈ 6 milliards €/an d'ici 2035) serviront à financer :
 - **les écoles,**
 - **les hôpitaux,**
 - **la modernisation de 2 000 km de lignes TGV,**
 - **la recherche et l'innovation énergétique.**
- En 2050, la dette publique sera **largement compensée par des infrastructures productives** générant des revenus pérennes.
- La France redeviendra **propriétaire de son avenir**, non tributaire des marchés.

Résultats attendus

- **2030** : Fin du recours à la dette pour financer les dépenses courantes. Budget de fonctionnement équilibré.
- **2035** : Premiers EPR2 rentabilisés, 7,5 milliards €/an de recettes nettes, financement autonome de l'État-providence sans hausse d'impôts.
- **2050** : Dette publique stabilisée et compensée par des actifs générateurs de valeur ; la France devient **leader européen de l'énergie et de la décarbonation.**

« **La dette intelligente construit la France de demain.**
Un euro emprunté pour un EPR, c'est un euro qui se rembourse, qui rapporte, et qui enrichit la Nation. »

4. La France, moteur énergétique de l'Europe

L'Europe traverse une **crise énergétique sans précédent** :

- fin du gaz russe,
- dépendance au **GNL américain hors de prix**,
- volatilité chronique des **marchés spot de l'électricité**.

Dans ce chaos, **la France doit reprendre le leadership**.

Seule puissance nucléaire d'envergure en Europe, elle a la capacité d'assurer **l'autonomie de ses citoyens** tout en devenant **la batterie énergétique du continent**.

Le XXI^e siècle sera celui de l'énergie maîtrisée. Et dans ce siècle, **la France doit être la clé de voûte**.

Trois leviers : produire, exporter, influencer

1. Produire à pleine capacité : l'autonomie retrouvée

- **Réactivation de l'intégralité des 56 réacteurs** pour atteindre **450 TWh/an dès 2030**.
- **50% de la production réservée aux besoins nationaux**, garantissant une autonomie totale sans gaz, charbon ni pétrole.
- **50 % exportables** : notre excédent devient notre force.
- Résultat : fin des importations énergétiques, baisse des émissions, stabilité recouvrée.
- Objectif : une **France 100 % indépendante énergétiquement et déjà décarbonée** à horizon 2030.

En 2027, la France sera le seul pays du G7 dont l'électricité sera majoritairement nationale, stable et bas-carbone.

2. Exporter une énergie compétitive : financer la puissance

- **Dévier 250 TWh/an (≈ 55 % du parc)** à l'exportation vers nos voisins européens : Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Suisse, Pologne.
- Prix contractuel stable : **200 €/MWh**.

- Priorité : remplacer les centrales à gaz et à charbon, **éitant 50 millions de tonnes de CO₂/an** sur le continent.
- Négociation d'un **mécanisme européen de prix stables**, piloté par la France, pour sortir de la logique spéculative actuelle.

Ces revenus d'exportation financeront **nos écoles, nos hôpitaux, nos infrastructures**, sans augmenter les impôts.

3. Influencer par l'énergie : le levier diplomatique français

- **Conditionner l'accès à notre électricité à des partenariats gagnant-gagnant :**
 - **Hydrogène vert avec l'Allemagne,**
 - **semi-conducteurs et industrie avec l'Italie,**
 - **défense et stabilité technologique avec la Pologne.**
- Proposer un "**Pacte énergétique européen**" sous leadership français : énergie stable contre investissements industriels mutuels.
- Utiliser cette puissance pour **renforcer le couple franco-allemand** : sécurité militaire contre stabilité énergétique.
- Exporter aussi notre **savoir-faire nucléaire et nos SMR** (petits réacteurs modulaires) dès 2040, pour équiper l'Europe et l'Afrique.

La France deviendra pour l'Europe ce que la Norvège est pour le gaz ou l'Arabie saoudite pour le pétrole : **un pilier de stabilité.**

Résultats attendus

- **2030** : Balance énergétique excédentaire, fin des importations, **30 milliards €/an** de recettes d'exportation.
 - **2030–2035** : France, **fournisseur clé de 25 % de l'électricité européenne, 15 milliards €/an de revenus**, financements dédiés aux services publics.
 - **2050** : France, **leader énergétique et diplomatique de l'Europe**, pivot d'un continent **décarboné et stable**.
-

« Nos voisins ont besoin de notre énergie. La France a les réacteurs, le savoirfaire et la vision. Nous serons la batterie et le moteur de l'Europe. »

5. Réindustrialisation massive : la France, terre d'usines

Dans les années 1980, la France était **la 4^e puissance industrielle mondiale**. Quarante ans plus tard, les fermetures d'usines, les délocalisations et les déséquilibres commerciaux ont érodé notre stabilité et notre fierté.

Mais une **énergie abondante, stable et bon marché ($\approx 50 \text{ €/MWh}$)** change tout.

Elle redonne à la France **l'avantage compétitif fondamental** que le monde nous enviait : produire sur notre sol, à coût maîtrisé, avec une énergie propre. Nous avons aujourd'hui **l'opportunité unique de redevenir une grande nation industrielle**.

Trois mesures : relancer, innover, dynamiser

1. Relancer les filières stratégiques

- **Relancer la sidérurgie verte** : modernisation d'**ArcelorMittal à Dunkerque**, production d'un **acier bas carbone** à partir d'électricité nucléaire et d'hydrogène décarboné.
- **Reconstituer une filière automobile stable** : batteries à **Douai**, moteurs électriques, recyclage local des métaux rares.
- **Relancer la chimie de base** pour sécuriser nos approvisionnements en engrains, plastiques et médicaments.
- **Développer une filière électronique stable** (semi-conducteurs, cartes, composants critiques).
- **Objectif : 50 000 emplois industriels créés d'ici 2035**, financés par un **fonds de 5 milliards €/an** issu des **recettes énergétiques**.

Chaque emploi industriel créé génère 3 emplois indirects : la réindustrialisation, c'est aussi le retour de la vitalité dans nos villes et nos campagnes.

2. Innover pour attirer

- **Garantir des contrats énergétiques stables sur 20 ans à 50 €/MWh pour les grands investisseurs.**
- Créer **10 zones industrielles “énergie garantie”** à proximité des centrales nucléaires et hydrauliques (Gravelines, Tricastin, Civaux, Flamanville, Golfech...).
- Attirer **10 grands data centers et plateformes numériques** d'ici 2035, alimentés par une électricité décarbonée et pilotés par l'IA.
- Soutenir la **R&D en intelligence artificielle, robotique et industrie 4.0**, à hauteur de **1 milliard €/an**.
- Promouvoir les **PME innovantes** par des contrats publics réservés à la production française.

La France peut devenir le **hub industriel et numérique de l'Europe**, un pays où l'énergie bon marché attire les cerveaux, les capitaux et les usines.

3. Dynamiser les PME et les territoires

- Lancer un **plan de soutien à 5 000 PME industrielles dès 2027** : subventions énergétiques, accès prioritaire à l'électricité stable et à prix garanti.
- Créer des **clusters régionaux** pour relancer les filières locales : textile technique dans l'Est, agro-industrie dans l'Ouest, mécanique en Rhône-Alpes.
- Former **20 000 ouvriers et techniciens** d'ici 2030 pour accompagner la transition vers l'industrie verte.
- Cibler la **relocalisation des productions stratégiques** dans les Hauts-de-France, la Lorraine, la vallée du Rhône et la Bretagne.

Les régions qui ont porté la France industrielle seront celles qui la referont briller.

Résultats attendus

- **2027** : Sauvegarde des sites existants, premiers retours d'investissements, **10 000 emplois créés**.
 - **2030–2035** : Tissu industriel reconstruit dans toutes les régions clés, **50 000 emplois industriels directs, 30 millions de tonnes de CO₂ évitées/an**.
 - **2050** : France **leader industriel européen**, capable de rivaliser avec **l'Allemagne et la Corée du Sud**.
-

« Énergie bon marché, usines de demain : la France retrouve sa fierté. »

6. Ruissellement sur l'Etat-Providence

Une énergie abordable et stable profite à toute la société.

Elle soulage directement les ménages et les entreprises, elle génère des recettes nouvelles pour EDF et pour l'État, et elle permet de renforcer l'État-Providence sans alourdir la dette.

Produire plus, pour protéger mieux.

Trois priorités nationales :

1. L'hôpital, restaurer un pilier de la République :

- **Réouverture des lits fermés ces vingt dernières années** pour désaturer les urgences.
- **Revalorisation massive des salaires soignants** afin de stopper l'exode vers l'étranger et redonner de l'attractivité aux carrières hospitalières.
- **Plan d'investissement pluriannuel pour moderniser les équipements** (imagerie, blocs, systèmes numériques) financé directement par la rente énergétique.

L'hôpital redevient un service public d'excellence, pas un champ de bataille.

2. L'éducation, refonder l'avenir :

- **Revaloriser le statut et la rémunération des enseignants** pour restaurer le prestige et attirer de nouveaux talents.
- **Investir massivement dans les infrastructures scolaires et universitaires** (numérique, laboratoires, internats modernes, ateliers techniques).
- **Renforcer la formation professionnelle dans les métiers industriels et énergétiques** : maintenance nucléaire, automatisme, robotique, électricité, génie civil.

Une jeunesse armée pour les emplois productifs, créatifs, artisanaux de demain.

3. La solidarité, protéger les plus fragiles :

- Fléchage dédié de la rente énergétique vers la précarité énergétique : aides directes aux ménages modestes et rénovation thermique ciblée.
- Financement stable des allocations sociales par la production énergétique — et non par la dette ou la ponction fiscale.
- Création d'un Fonds souverain de l'Énergie, dont les dividendes financeront à long terme les retraites et la dépendance.

Une protection sociale pérennisée par la production, pas par l'emprunt.

Résultats attendus :

Court terme 2027: Recrutements hospitaliers relancés. Premiers investissements dans les équipements prioritaires.

Moyen terme 2035: Système éducatif modernisé. Enseignants revalorisés. Jeunesse mieux formée aux métiers industriels.

Long terme 2050: État-providence solidement financé par la rente énergétique. Système social protégé sans impôts supplémentaires, sans dette nouvelle.

"L'énergie stable, ce n'est pas qu'une facture allégée. C'est des hôpitaux renforcés, des écoles modernisées, et la certitude que les plus fragiles ne seront jamais abandonnés."

7. Stabilité stratégique : l'énergie au cœur de la puissance

Sans énergie, pas d'armée.

Sans énergie, pas d'industrie.

Sans énergie, pas de stabilité.

L'énergie est **le socle de toute puissance nationale**.

C'est elle qui alimente nos usines, propulse nos navires, fait tourner nos data centers et éclaire nos foyers.

La France doit garantir **une indépendance énergétique totale**, pour rester maître de son destin, en toutes circonstances.

Trois axes : sécuriser, recycler, autonomiser

1. Sécuriser nos approvisionnements en uranium

- **Diversifier nos sources** : Niger, Kazakhstan, Canada, Australie — aucun pays ne devra représenter **plus de 30 %** de nos importations.
- **Constituer un stock stratégique de 10 000 tonnes d'ici 2028**, équivalant à **cinq années de consommation nationale**.
- **Renforcer les partenariats équitables** : accords stables via Orano et Areva, garantissant un partage juste des bénéfices avec les pays partenaires.
- **Créer une Agence française des ressources stratégiques (AFRS)** pour piloter l'achat, le stockage et la sécurité du combustible.

Objectif : zéro dépendance énergétique d'ici 2035, autonomie totale d'ici 2050.

2. Recycler et transformer nos déchets en ressource

- **Accélérer le déploiement du MOX (mélange d'oxydes)** pour réutiliser le plutonium issu du retraitement : **20 % du combustible recyclé d'ici 2030**.
- **Investir 1 milliard €/an** dans les **réacteurs de 4^e génération** capables de consommer ces déchets.

- Objectif : **recycler 50 % des déchets nucléaires d'ici 2040** et réduire leur volume final de 90 %.
- **Créer une filière française du recyclage nucléaire**, générant **5 000 emplois qualifiés d'ici 2035**.

Ce que d'autres appellent "déchet" devient, pour la France, une **énergie d'avenir**.

3. Autonomiser nos forces militaires, numériques et industrielles

- **Garantir à nos armées** un accès prioritaire et sécurisé à l'énergie nationale : bases, aviation, marine, sous-marins nucléaires.
- **Assurer la stabilité numérique** :
 - Alimentation de **5 data centers stables d'ici 2035**, protégés, alimentés par le nucléaire français.
 - Développement d'un **Cloud stable** européen propulsé par l'énergie française.
- **Renforcer l'autonomie industrielle** :
 - énergie à 50 €/MWh pour les filières stratégiques (défense, aéronautique, IA, spatial).
 - coopération renforcée avec l'Allemagne, la Pologne et l'Italie pour bâtir une **Europe de la stabilité énergétique et ainsi relancer les industries européennes**.

L'énergie, c'est la base de notre armée, de notre industrie et de notre cybersécurité.

La stabilité française commence par le contrôle de son électricité.

Résultats attendus

- **2028** : stocks stratégiques constitués, diversification achevée, 5 000 emplois créés dans le recyclage et la sécurité énergétique.
- **2035** : 20 % de déchets recyclés via le MOX, premiers réacteurs de 4^e génération testés, data centers stables opérationnels.
- **2050** : indépendance énergétique complète, **France leader d'une Europe stable et décarbonée**.

« **Énergie stable, France sereine.**

L'indépendance énergétique, c'est la clé de la liberté nationale. »

8. Sobriété choisie, pas subie

La sobriété ne doit jamais être une punition.

Elle doit être **un choix collectif, intelligent et valorisant**.

Pas de contraintes, pas d'interdits : simplement du bon sens, de la liberté et de l'efficacité.

Consommer mieux, c'est **payer moins, polluer moins et vivre mieux**.

Grâce à une énergie nationale bon marché et propre, la France peut devenir **le premier pays à conjuguer sobriété, prospérité et liberté**.

Trois leviers : isoler, bouger, optimiser

1. Isoler massivement les logements

- **Rénover 5 millions de logements** d'ici 2035, soit **500 000 par an**, en priorité pour les foyers modestes.
- Financement : **3 milliards €/an** issus des recettes énergétiques nationales.
- Objectif : **réduction de 30 % de la consommation de chauffage et économie moyenne de 300 €/an par foyer**.
- Bénéfices : confort accru, réduction des émissions et valorisation du patrimoine immobilier français.

Une maison mieux isolée, c'est une facture divisée et un hiver serein — sans injonction ni privation.

2. Réinventer la mobilité

- **10 000 km de pistes cyclables sécurisées et réseau de transport public étendu à 1 000 communes rurales** d'ici 2030.
- **Modernisation de 50 % du réseau SNCF**, avec des **lignes directes régionales** (ex. : Caen–Brest sans passage par Paris).
- **Subventions ciblées pour l'achat de véhicules électriques** pour les classes moyennes et modestes.
- **Plan de relance du fret ferroviaire et fluvial**, pour réduire la dépendance au transport routier.

L'objectif : que chaque Français puisse choisir la solution la plus pratique, économique et propre pour se déplacer — sans contrainte.

3. Optimiser la consommation

- **Équiper 100 % des foyers de compteurs intelligents d'ici 2030**, reliés à une application nationale "MonÉnergie" pour suivre et réduire sa consommation.
- **Réduction de 5 TWh/an du gaspillage énergétique** dans les bâtiments publics grâce à des audits et une gestion automatisée.
- **Incitations financières** pour les comportements vertueux : bonus sobriété, primes d'efficacité, récompenses locales.
- **Aucun interdit, aucune taxe nouvelle** : la sobriété sera récompensée, pas imposée.

Une sobriété moderne, où la technologie aide à économiser — sans punir.

Résultats attendus

- **2028** : 500 000 logements rénovés, factures allégées de 300 €/an, gaspillage public réduit de 20 %.
 - **2035** : 5 millions de logements isolés, réseau ferroviaire modernisé, 10 000 km de pistes cyclables, **20 millions de tonnes de CO₂ évitées/an**.
 - **2050** : une société sobre par choix, libre et prospère — où efficacité énergétique rime avec confort et fierté nationale.
-

« **Sobriété choisie, liberté préservée. Moins de gaspillage, plus de confort. Moins d'interdits, plus d'intelligence collective.** »

9. Réforme institutionnelle douce : un État stratège pour l'avenir

La France ne manque pas d'idées.

Elle manque de **continuité**.

Chaque alternance efface la précédente, chaque gouvernement réécrit les priorités, et les grands projets s'enlisent dans les revirements.

Résultat : aucune politique de long terme ne tient, même quand elle fonctionne.

Il ne s'agit pas de casser les institutions, mais de les renforcer, pour qu'elles protègent enfin ce qui doit durer :

l'indépendance énergétique, la stabilité industrielle et la cohérence nationale.

Trois propositions : stabiliser, dépolitisier, associer

1. Stabiliser les grands projets

- **Sanctuariser 50 milliards d'euros sur 30 ans** pour les filières stratégiques : nucléaire (6 EPR2), hydraulique, ferroviaire (lignes inter-régionales et modernisation TGV).
- **Adopter une loi de programmation énergétique et industrielle**, votée à **75 % du Parlement**, engageant l'État sur trois décennies.
- Garantir que **les projets structurants ne puissent plus être suspendus ou démantelés** à chaque alternance politique.
- **Plan de continuité intergouvernemental** : chaque nouveau gouvernement doit poursuivre les objectifs inscrits dans la loi.

Objectif : assurer la stabilité et la visibilité nécessaires à la réussite des projets de long terme.

2. Dépolitiser la question énergétique

- Création d'une **Haute Autorité indépendante de l'énergie et de l'industrie (HAN)**.
 - Composition : **10 experts indépendants, 5 représentants citoyens, 5 industriels.**
 - **Mission** : piloter la stratégie énergétique nationale sur 30 ans, garantir la sécurité, la compétitivité et la transparence.
 - **Budget de fonctionnement limité : 50 millions €/an**, avec **audit public annuel et rapport remis au Parlement**.
- L'énergie devient une **grande cause nationale, au-dessus des partis**.
- Les décisions techniques sont prises sur la base de données, pas d'idéologies.

Un pays stable, c'est un pays où la politique énergétique ne dépend plus des élections.

3. Associer les citoyens sans perdre la clarté du cap

- **Conventions nationales sur l'énergie et l'industrie** tous les 5 ans :
 - **1 000 citoyens tirés au sort,**
 - **représentants du Parlement et du monde économique,**
 - échanges publics et consultatifs sur les orientations à venir.
- **Création d'une plateforme numérique publique** pour suivre en temps réel les grands chantiers (EPR, rénovation ferroviaire, transition industrielle).
- **Vote consultatif citoyen** tous les 2 ans sur les priorités énergétiques, sans remettre en cause la ligne stratégique nationale.

La participation sans le chaos : écouter, informer, ajuster — sans diluer la vision.

Résultats attendus

- **2027** : adoption de la loi de programmation énergétique et industrielle, création de la Haute Autorité.
 - **2035** : stabilité garantie pour le nucléaire, le ferroviaire et l'industrie, malgré les alternances politiques.
 - **2050** : une France unie autour d'un cap clair, où les institutions servent enfin la stratégie nationale et non les échéances électorales.
-

« L'énergie et l'industrie ne doivent plus être des jouets politiques. Nous devons bâtir des institutions solides, capables de porter une vision sur trente ans, au-delà des alternances. »

10. Une France qui inspire et respire

Retrouver la fierté française, c'est **redonner du souffle à nos territoires, à nos savoir-faire et à notre culture.**

L'énergie bon marché ne doit pas seulement nourrir les usines : elle doit irriguer **toute la société**, des villages aux universités, des artisans aux artistes.

La France doit redevenir **une vitrine mondiale**, capable de conjuguer puissance industrielle et douceur de vivre.

Une nation stable, créative et accueillante — **une France qui inspire le monde et respire à nouveau.**

Trois axes : valoriser, créer, rayonner

1. Valoriser nos terroirs et nos territoires

- **Soutenir 10 000 artisans et producteurs locaux d'ici 2028**, via des subventions énergétiques et un fonds de revitalisation des territoires (1 milliard €/an issu des recettes énergétiques).
- **Relancer les métiers d'excellence** : forgerons, céramistes, viticulteurs, agriculteurs indépendants, restaurateurs, boulanger...
- **Donner un avantage compétitif** aux filières locales grâce à une énergie à bas coût.
- **Objectif : +20 % de tourisme régional d'ici 2030**, grâce à la mise en valeur des appellations, de la gastronomie et du patrimoine.

Nos terroirs ne sont pas des souvenirs : ils sont la source d'une nouvelle prospérité française.

2. Créer par la recherche et la culture

- **Doubler le budget du CNRS** à 5 milliards €/an et **restaurer 500 monuments historiques d'ici 2035**.
- **Financer durablement le cinéma, la musique, les arts et les universités**, pour replacer la France au cœur de la créativité mondiale.
- **Attirer 5 000 chercheurs, ingénieurs et artistes internationaux d'ici 2030**, séduits par notre stabilité, notre énergie compétitive et notre qualité de vie.

- **Soutenir la recherche appliquée** : IA, santé, énergies vertes, spatial, agriculture durable.

Une France qui investit dans la connaissance et la beauté, c'est une France qui prépare son avenir.

3. Rayonner mondialement

- **Associer puissance industrielle et bien-être quotidien** : usines décarbonées, environnement préservé, services publics renforcés.
- **Revitaliser 1 000 villages** d'ici 2035 grâce à l'énergie abordable, au télétravail et à l'artisanat.
- **Développer 30 % d'agriculture biologique** d'ici 2035, soutenue par des coûts énergétiques bas.
- **Lancer une plateforme numérique mondiale "France Vivante"** pour promouvoir nos produits, nos artistes, nos savoir-faire et nos territoires.
- **Créer un Festival annuel des Terroirs et de l'Innovation**, vitrine du génie français.

La France redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un modèle d'équilibre entre puissance, culture et art de vivre.

Résultats attendus

- **2028** : 10 000 artisans soutenus, regain de confiance, dynamisme retrouvé dans les régions.
 - **2035** : 1 000 villages revitalisés, 500 monuments restaurés, 5 000 talents étrangers installés, agriculture biologique à 30 %.
 - **2050** : France prospère, stable et regardée, modèle mondial d'équilibre entre industrie, culture et qualité de vie.
-

« Je veux une France qui inspire le monde et qui respire à nouveau.
Une France fière de ses terroirs, de sa culture et de son industrie.
Une France qui conjugue puissance et douceur de vivre. »